

Profil du marché de la République Démocratique du Congo (RDC)

Fiche synthétique d'une étude de marché présentant le potentiel des produits et services tunisiens sur le marché congolais

L'ÉCONOMIE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



LE CADRE ÉCONOMIQUE

La République Démocratique du Congo (RDC) est l'un des plus grands pays d'Afrique en superficie et en nombre d'habitants (82 Millions) et est classé 52ème sur les 55 pays du continent en termes de PIB.

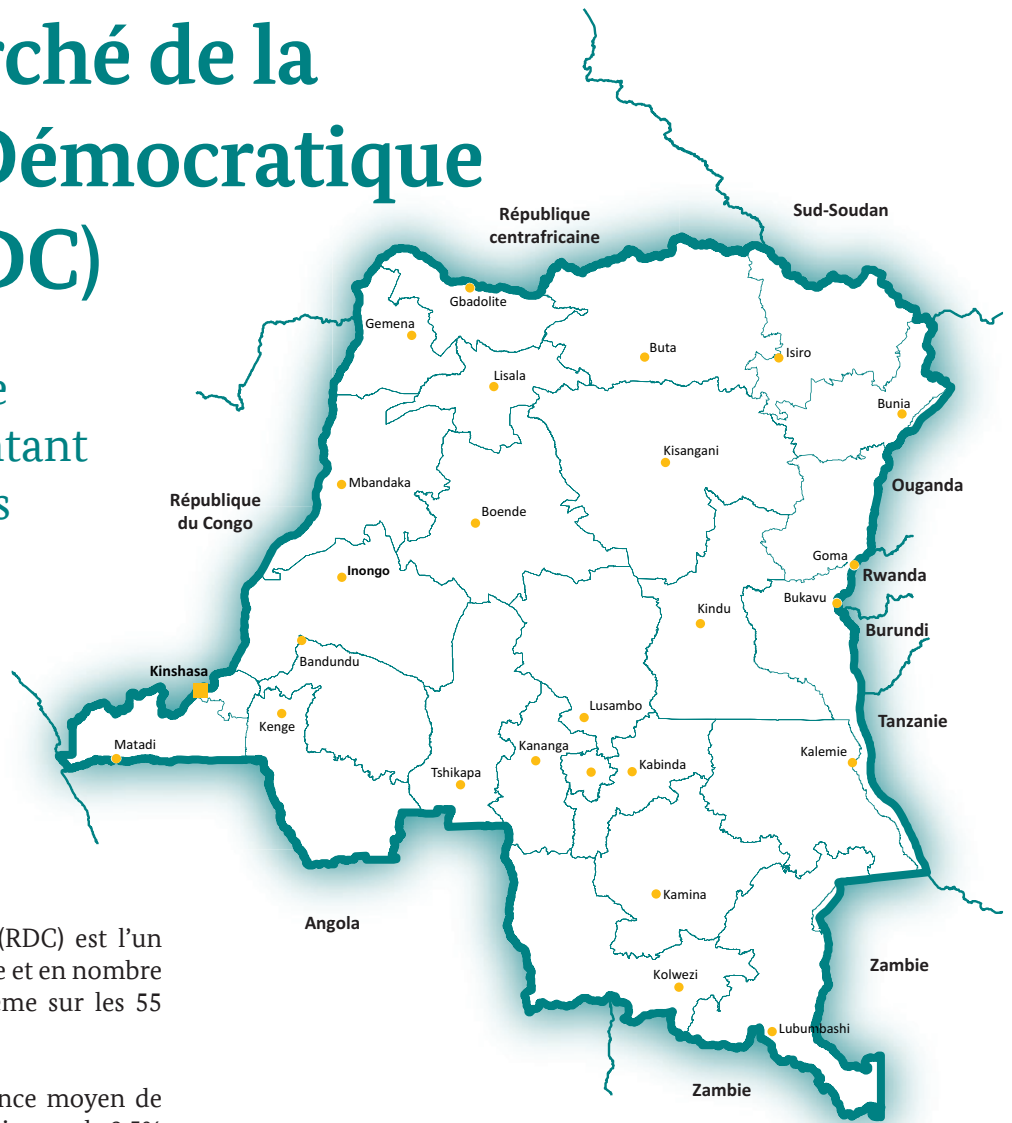
Après avoir enregistré un taux de croissance moyen de 7,8% sur la période 2011-2015 avec un maximum de 9.5% en 2015, l'économie de la RDC a connu un ralentissement en 2016. Une reprise autour de 5% est attendue en 2018. L'économie du pays est ralentie par la dépendance forte aux matières premières et par une faible diversification des secteurs. L'économie congolaise est dollarisée de facto bien qu'officiellement, les transactions sur le territoire national doivent être réglées en franc congolais.

LES SECTEURS PORTEURS

En 2016, le secteur du bâtiment a dominé les importations avec plus de 28% du total et ce en raison de la politique d'industrialisation menée par l'État, suivi respectivement par le secteur agroalimentaire (17.5%), le secteur de la santé (11%) et le secteur des TIC (10%). Ces secteurs sont donc considérés comme des secteurs porteurs en raison de leurs poids dans l'économie et des différents projets en cours ou annoncés.

L'industrie de transformation agroalimentaire locale est limitée à quelques produits et quelques unités, à savoir la fabrication de farine de maïs, de farine de froment, de sucre, de pain, d'huile de palme, de margarine, de bière, de boissons alcoolisées et de provendes.

La RDC a mis en place une série de textes législatifs afin de renforcer les activités d'agriculture/d'élevage, de transformation agricole, ainsi que les activités connexes supportant ces activités telles que les infrastructures de conditionnement, de stockage ou de distribution.



Avec une production locale dominée par une agriculture de subsistance et un secteur de transformation très limité, la RDC importe 15% de ses besoins alimentaires, pour une valeur estimée à USD 900 Millions-1,5 Milliards par an.

Les secteurs de la santé et de l'assurance présentent également plusieurs opportunités en raison de la présence d'une classe moyenne qui a un pouvoir d'achat lui permettant d'aller au-delà des biens de nécessité. Les besoins dans le domaine de la santé sont considérables : en effet, l'offre demeure insuffisante et ne répond pas aux normes et aux standards. Le secteur de l'assurance vient d'être libéralisé et n'est pas encore saturé.

Le développement du secteur des TIC reste encore à venir, comme cela est le cas pour d'autres pays africains. En Juin 2017, seulement 6,2% de la population utilisaient l'internet contre 31,2% pour la moyenne africaine.

La réalisation des différents projets de renforcement du réseau de fibre optique comme le projet CAB 5 (Centrale Africa Backbone) financé par la banque mondiale par un don de USD 92,1 Millions sur une durée de 5 ans (2014-2019) devrait stimuler l'usage des TIC et l'interconnexion avec les pays frontaliers.

ACCORDS COMMERCIAUX ET MARCHÉ RÉGIONAL

La RDC est membre de trois organisations régionales : la COMESA¹, la CEEAC² et la CEPGL³. En Mai 2016, le Président de la République a promulgué la loi autorisant la participation effective de la RDC à la zone de libre-échange de la COMESA. Cette loi instaure un nouveau tarif des droits et taxes à l'importation avec les autres pays membres. Le démantèlement tarifaire sera progressif sur les trois prochaines années. La Tunisie est actuellement en train de négocier les conditions d'adhésion à la COMESA. Lorsque l'adhésion de la Tunisie à la COMESA sera effective, les produits tunisiens pourront ainsi être exportés vers la RDC avec des droits de douane préférentiels.

RELATIONS TUNISIE-RDC

Bien que la valeur des exportations de la Tunisie vers la RDC reste non-significative, les données de 2016 et 2017 montrent une tendance à la hausse. La valeur des exportations au 1er semestre 2017 (USD 347.730) était presque égale au total de l'année 2016 (USD 375.050). Il existe un effort de la part aussi bien de la RDC que de la Tunisie de rapprocher les deux pays en vue de conclure des partenariats économiques. Par exemple, en mars 2017, une délégation ministérielle congolaise conduite par le Vice-Ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques de la RDC a été présente au salon MEDIBAT (Méditerranéen du bâtiment) de Tunis pour exposer le déficit dans le secteur immobilier dans son pays, particulièrement à Kinshasa. La Tunisie bénéficie de la présence au sein de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), d'entreprises membres qui sont intéressées et sensibilisent les autres entreprises à se tourner vers la Tunisie. Le CEPEX a également inauguré en décembre 2017 une Représentation Commerciale de Tunisie.

RECOMMANDATIONS DE PRODUITS ET SERVICES

La liste suivante compile les produits et services tunisiens qui présentent des opportunités d'exportation sur le marché congolais et ceci sur la base des analyses du marché congolais et des performances des entreprises tunisiennes sur ces segments de marché.



PRODUITS AGROALIMENTAIRES

Les produits alimentaires constituent le 1er poste de dépense pour les ménages, les importations ont presque atteint USD 1 Milliard en 2015 et en 2016. Ceci est dû à la faiblesse du tissu industriel local de transformation de produits alimentaires aussi bien en termes de quantité que de variété de produits.



MÉDICAMENTS ET AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES

En raison d'une faible production locale, la RDC est obligée d'importer les médicaments pour une population dont la taille croît de 2,6% par an et qui, à cause de la mauvaise qualité des infrastructures de soins, préfère acheter directement des médicaments au lieu de se faire consulter.

En 2015 et 2016, la RDC a importé des médicaments en dose pour une valeur moyenne de USD 230 millions. Une augmentation substantielle a été enregistrée en 2015, lorsque les importations ont bondi de près de 40%. Grâce à de l'expansion du secteur de la santé et de la libéralisation du secteur de l'assurance maladie, les importations devraient continuer à croître.



MATÉRIELS ET ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Selon le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2016-2020, le secteur de la santé est caractérisé par la carence en équipements au niveau des structures de soins, dont 80% ne répondent pas aux normes standard, particulièrement au niveau des appareils pour le diagnostic. La couverture des besoins est de 1% pour les scanners, 20% pour les électrocardiogrammes, 33% pour les appareils de radiographie, et 58% pour les appareils d'échographie. Dans tout le pays, on compte 4 appareils d'imagerie médicale (IRM). L'opportunité pour les équipements médicaux existe, mais doit faire l'objet d'une approche intégrée incluant une offre de financement à un taux abordable, et une formation de mise à niveau pour l'exploitation de ces équipements.



SERVICES D'ASSURANCE

Le secteur de l'assurance a été libéralisé complètement en janvier 2017 par la promulgation de la loi portant sur le Code des Assurances du 17 Mars 2015. Le secteur avait été jusque-là sous le monopole de la Société Nationale d'Assurance (SONAS). Le volume des primes est estimé à USD 500 Millions par an. En raison de la faible performance de la SONAS ces cinq dernières années, les opportunités du secteur sont immenses. Le taux de couverture est resté très faible, même pour l'assurance automobile qui est pourtant obligatoire.



SERVICES D'ÉVACUATION SANITAIRE

Compte tenu de l'absence de plateau technique adéquat, il est nécessaire pour les patients de se faire soigner en dehors de la RDC. La Tunisie bénéficie pour ce service d'un avantage concurrentiel en termes de coût et de réputation. Le transfert d'un patient de la RDC en Tunisie revient jusqu'à 5 fois moins cher qu'en Inde ou en Europe qui restent actuellement les principales destinations, et jusqu'à trois fois moins cher qu'en Afrique du Sud. La RDC compte environ 1 Million de fonctionnaires et agents de l'État qui peuvent bénéficier d'une prise en charge dans le cas d'une nécessité d'évacuation sanitaire. Le donneur d'ordre est la commission dédiée au sein du ministère du budget, après approbation du dossier par le ministère de la santé. À cela s'ajoutent quelques 500.000 assurés privés dont les employés des entreprises minières et des autres industries, et les ménages aisés qui à travers leurs fonds propres.



SERVICES LIÉS AUX TIC

Les besoins en sécurisation informatique augmentent avec la numérisation. Un contact étroit avec chaque ministère est nécessaire afin de connaître les besoins et problèmes à résoudre. Un des enjeux auxquels l'État fait

¹ COMESA: Marché Commun de l'Afrique orientale et australe

² CEEAC: Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale

³ CEPGL: Communauté Economique des Pays des Grands Lacs

face est la numérisation des données actuellement en format papier. L'offre devrait être intégrée, cela veut dire par exemple dans le cas de la numérisation des fichiers, couvrir tout le processus allant de la saisie, la gestion et la sécurisation des données, et dans un deuxième temps, le service aux utilisateurs.



MACHINES ET ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES

Les « machines et appareils mécaniques » constituent le 1er poste d'importation de la RDC, suivis par les machines et appareils électriques. Actuellement, ces produits proviennent majoritairement de la Chine, de l'Afrique du Sud et de la Tanzanie.



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

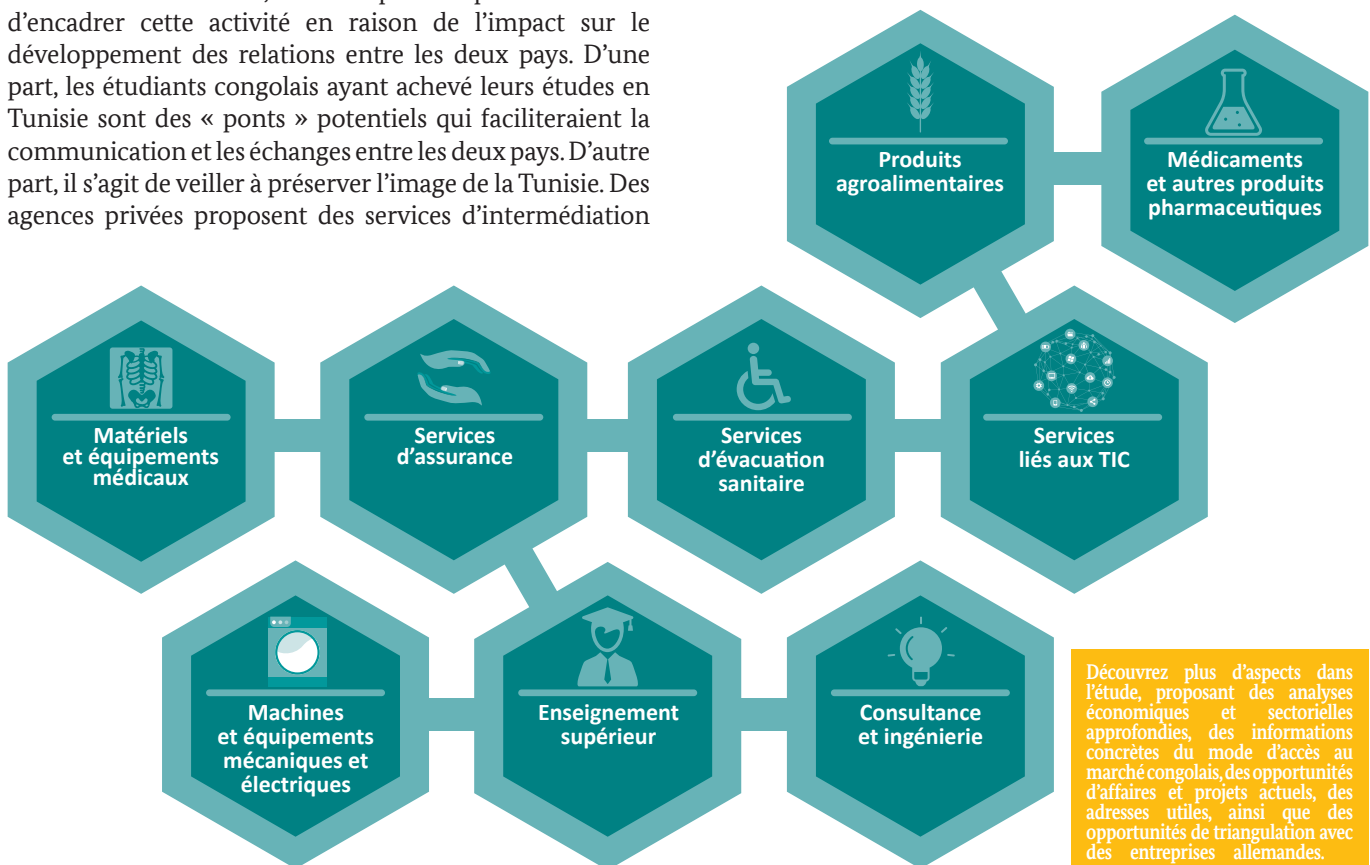
Pour l'année scolaire 2014/2015, le nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur et universitaire s'élevait à 473.894 dont 152.859 (32%) dans le privé. Si le marché reste limité, il est important pour la Tunisie d'encadrer cette activité en raison de l'impact sur le développement des relations entre les deux pays. D'une part, les étudiants congolais ayant achevé leurs études en Tunisie sont des « ponts » potentiels qui faciliteraient la communication et les échanges entre les deux pays. D'autre part, il s'agit de veiller à préserver l'image de la Tunisie. Des agences privées proposent des services d'intermédiation

entre les étudiants et les institutions d'enseignement supérieur à l'étranger.



CONSULTANCE ET INGÉNIERIE

La Tunisie pourrait offrir des services de conseil à l'optimisation des unités de production (bilan énergétique des usines, solutions de consommation d'énergie intelligentes et les études de faisabilité, supervision et contrôle d'infrastructures d'approvisionnement pour l'auto-suffisance en énergie). Les prestations de consultation peuvent être accompagnées de prestations techniques comme la mise en place de ces installations ou bien la sous-traitance pour les matériels et équipements nécessaires. Les compétences de services que la Tunisie peut offrir à ces entreprises couvrent, entre autres, les services de conseil à l'optimisation des unités de production. Les prestations de consultation peuvent être accompagnées de prestations techniques comme la mise en place de ces installations ou bien la sous-traitance pour les matériels et équipements nécessaires.



Découvrez plus d'aspects dans l'étude, proposant des analyses économiques et sectorielles approfondies, des informations concrètes du mode d'accès au marché congolais, des opportunités d'affaires et projets actuels, des adresses utiles, ainsi que des opportunités de triangulation avec des entreprises allemandes.

La présente étude a été publiée par la GIZ sous le mandat du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ) dans le cadre du projet « Promotion des activités d'export créatrices d'emplois vers de nouveaux marchés africains (PEMA) ».

Contact : Représentation commerciale tunisienne à Kinshasa
Adel Zitouni: AZITOUNI@tunisiaexport.tn

Mise à jour
Juin 2018



Publié par

giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

En coopération avec



